



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'ESSONNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ

**n° 2001 - PREF.DCL/0324 du 27 août 2001**  
**portant autorisation d'exploitation d'une installation classée**

**LE PRÉFET DE L'ESSONNE**  
**Officier de la Légion d'Honneur,**

VU le Code de l'environnement,

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements,

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour application de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Seine-Normandie approuvé par arrêté interpréfectoral n° 96.1868 du 20 septembre 1996,

VU le code de la santé publique,

VU le code rural,

VU la demande en date du 21 mars 2000 par laquelle la **Société Hays Logistique** dont le siège social est situé Parc d'activités du Nid de Grives – Zac des Hauts de Ferrières à FERRIERES-EN-BRIE – 77614 – MARNE-LA-VALLEE Cedex 3 sollicite l'autorisation d'exploiter à Wissous – ZI de Ville Milan – 1, boulevard Arago l'activité suivante relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement :

.../...

**\* Installations de réfrigération (puissance  
absorbée totale (996 kw).....N° 2920-2-a (A)**

VU le dossier produit à l'appui de cette demande,

VU l'arrêté préfectoral n° 2000-PREF/DCL 0329 du 9 août 2000 portant enquête publique du 19 septembre 2000 au 19 octobre 2000 inclus sur la commune de Wissous.

VU le certificat d'affichage de la commune de Wissous du 29 décembre 2000,

VU le certificat d'affichage de la commune d'Antony du 19 octobre 2000,

VU le registre principal d'enquête déposé dans la commune de Wissous du 19 septembre 2000 au 19 octobre 2000 inclus,

VU le registre subsidiaire d'enquête déposés dans la mairie d'Antony du 19 septembre 2000 au 19 octobre 2000 inclus,

VU l'avis du commissaire enquêteur parvenu en préfecture le 27 novembre 2000,

VU l'avis de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile-de-France du 30 mars 2000,

VU l'avis de la direction régionale de l'environnement d'Ile-de-France du 30 août 2000,

VU l'avis émis par le service départemental de l'Architecture et du Patrimoine de l'Essonne du 27 juillet 2000,

VU l'avis de la direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt du 27 juillet 2000,

VU l'avis de la direction départementale de l'équipement en date du 13 septembre 2000,

VU l'avis du service départemental d'incendie et de secours du 18 septembre 2000,

VU l'avis de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales du 30 août 2000,

VU l'avis de la direction du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du 30 août 2000,

VU l'arrêté préfectoral n° 2001-PREF. DCL/0061 du 26 février 2001 portant prorogation du délai imparti pour statuer sur la demande de la société Hays Logistique jusqu'au 27 août 2001,

...

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 18 juin 2001 notifié le 27 juin 2001 au pétitionnaire,

**Considérant** qu'aux termes de l'article L. 512-2 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

**Considérant** que les MESURES DE BRUIT réalisées fin 1999 indiquent un dépassement de l'émergence admissible chez les habitants de la zone pavillonnaire située à l'est de l'entrepôt : par conséquent, l'exploitant a déposé un permis de construire le 8 février 2000 à la Mairie de Wissous pour la construction d'un mur et de la couverture de la cour camions Est,

**Considérant** que l'eau utilisée est issue du RÉSEAU D'EAU POTABLE de la zone industrielle, pour les besoins du personnel le lavage des caisses palettes et du sol soit une consommation de 4 500 m<sup>3</sup>/an et de 18 m<sup>3</sup>/j, que les eaux pluviales sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées dans le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle et que les eaux d'extinction d'un incendie seront retenues dans le décaissement des quais,

**Considérant** que le remplacement des condenseurs à eau par des condenseurs à air, au niveau des installations frigorifiques permettra d'une part une économie d'eau d'environ 14 500 m<sup>3</sup>/an (soit une diminution de 76 %) et d'autre part évitera le risque d'apparition de légionellose au niveau des équipements (pas de rejet de vapeur d'eau).

**Considérant** que cette entreprise effectuera le tri à la source de ses DÉCHETS d'emballage (cartons, matières plastiques), des palettes de bois déclassées, des produits alimentaires ainsi que des déchets banals dus aux activités de bureau,

**Considérant** enfin que les prescriptions contenues dans le présent arrêté contribueront à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

**A R R Ê T E**

.../...

## TITRE 1

### CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT

#### ARTICLE 1 - AUTORISATION

La société **HAYS LOGISTIQUE FRANCE** dont le siège est situé Parc d'activités du Nid de Grives - ZAC des Hauts de Ferrières - 77164 - FERRIERES-EN-BRIE - est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur la commune de **WISSOUS** les installations visées par l'article 2 du présent arrêté, dans son établissement sis Zone Industrielle de Villemilan - 1, Bld Arago.

#### ARTICLE 2 - NATURE DES ACTIVITÉS

##### LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES DE L'ÉTABLISSEMENT

Désignation des activités	Eléments caractéristiques	Rubrique de la nomenclature	Régime AS/A/D	Redevance annuelle Coefficient
Entrepôts frigorifiques pour le stockage de produits alimentaires frais	. volume total des entrepôts = 151.681 m <sup>3</sup> . quantité de matières combustibles = supérieure à 500 tonnes	1510-1	A	-
Installations de réfrigération	puissance absorbée totale = 996 kW	2920-2-a	A	-
Atelier de charge d'accumulateurs	3 locaux de charge représentant une puissance totale d'environ 245 kW	2925	D	
Dépôt de liquides inflammables	1 cuve aérienne de 40 m <sup>3</sup> de FOD	1432	NC	
Installation de combustion	1 chaudière GN de 280 kW 2 groupes électrogènes FOD de 720 kW	2910	NC	

#### ARTICLE 3 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

##### INSTALLATIONS NON VISÉES À LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation classée soumise à autorisation à modifier les dangers ou les inconvénients de cette installation.

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations soumises à déclaration citées à l'article 2 ci-dessus et annule et remplace l'arrêté préfectoral n° 94-2791 du 24 juin 1994.

## **TITRE 2**

### **DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT**

#### **ARTICLE 1 - CONFORMITÉ AU DOSSIER ET MODIFICATIONS**

Les installations, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### **ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES**

L'exploitant des installations faisant l'objet de la présente autorisation doit, en outre, se conformer à toutes les prescriptions que l'administration jugera utiles de lui imposer ultérieurement, soit dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité ou de la salubrité du voisinage, soit pour la santé et la salubrité publiques, soit pour l'agriculture.

#### **ARTICLE 3 - SANCTIONS**

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourra les sanctions prévues par les articles L 514.1 à L 514.18 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 4 - PUBLICATION**

L'exploitant devra toujours être en possession de son arrêté d'autorisation, qui doit être affiché dans l'établissement et être présenté à toute réquisition des délégués de l'administration préfectorale.

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire établira un procès-verbal constatant l'accomplissement de ces formalités et le fera parvenir à la préfecture.

Un avis relatif à cette autorisation sera inséré, par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

#### **ARTICLE 5 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Si l'installation autorisée change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant sera tenu d'en faire la déclaration à la préfecture, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation en indiquant s'il s'agit d'une personne physique, ses noms, prénoms et domicile et s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social et la qualité du signataire de la déclaration.

#### **ARTICLE 6 - DÉCLARATION DES ACCIDENTS ET INCIDENTS**

Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511.1 du code de l'environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, en précisant les effets prévisibles sur les tiers et l'environnement.

L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.

#### **ARTICLE 7 - CONTRÔLES ET ANALYSES (INOPINÉS OU NON)**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ou un suivi agronomique des épandages ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations. Ils seront exécutés par un organisme tiers qu'il aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

L'exploitant est tenu, dans la mesure des possibilités techniques, de mettre à la disposition de l'inspection des installations classées les moyens de mesure ou de test répondant au contrôle envisagé pour apprécier l'application des prescriptions imposées par le présent arrêté.

#### **ARTICLE 8 - ENREGISTREMENTS, RÉSULTATS DE CONTRÔLE ET REGISTRES**

Tous les documents répertoriés dans le présent arrêté sont conservés sur le site durant 3 années à la disposition de l'inspection des installations classées sauf réglementation particulière.

#### **ARTICLE 9 - CONSIGNES**

Les consignes écrites et répertoriées dans le présent arrêté sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées, systématiquement mises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

#### **ARTICLE 10 - CESSATION DÉFINITIVE D'ACTIVITÉ**

Lorsque l'exploitant met à l'arrêt définitif une installation classée, il adresse au préfet, dans les délais fixés à l'article 34.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, un dossier comprenant le plan mis à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises et la nature des travaux pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511.1 du code de l'environnement et comprend notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que les déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site (ou de l'installation) dans son environnement et le devenir du site,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact du site (ou de l'installation) sur son environnement,
- en cas de besoin, les modalités de mise en place de servitudes.

## **ARTICLE 11 - INSERTION DE L'ÉTABLISSEMENT DANS SON ENVIRONNEMENT**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

## **ARTICLE 12 - ANNULATION - DECHEANCE**

La présente autorisation cesse de produire effet au cas où les installations n'ont pas été mises en service dans un délai de TROIS ans après la notification du présent arrêté ou n'ont pas été exploitées durant DEUX années consécutives, sauf le cas de force majeure.

## **ARTICLE 13 - AUTRES AUTORISATIONS**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de toutes autres formalités à accomplir auprès des divers services ou directions intéressés (équipement, travail et emploi, agriculture, affaires sanitaires et sociales, incendie et secours, etc..., en cas de permis de construire, emploi de personnel, etc...).

### **TITRE 3**

#### **DISPOSITIONS TECHNIQUES GENERALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT**

**CHAPITRE I : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU**

**CHAPITRE II : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

**CHAPITRE III : DECHETS**

**CHAPITRE IV : PREVENTION DES NUISANCES SONORES - VIBRATIONS**

**CHAPITRE V : PREVENTION DES RISQUES**



## **CHAPITRE I : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU**

### **ARTICLE 1 - PRELEVEMENTS D'EAU**

#### **GÉNÉRALITÉS ET CONSOMMATION**

Le réseau de distribution d'eau potable est équipé de dispositifs de mesure totalisateurs et d'un dispositif de disconnection afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation. L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisables.

### **ARTICLE 2 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES**

#### **2.1 - NATURE DES EFFLUENTS**

On distingue dans l'établissement :

- les eaux vannes et les eaux usées de lavabo, toilettes, eaux de lavage des sols (EU)
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EPp)

#### **2.2 - LES EAUX VANNES**

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos sont traitées en conformité avec les règles sanitaires et d'assainissement en vigueur.

#### **2.3 - LES EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES**

Ces eaux sont collectées et ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité. Si leur charge polluante les rend incompatible avec un rejet dans les limites autorisées après traitement, elles sont évacuées comme des déchets industriels spéciaux.

Elles correspondent aux eaux de ruissellement sur le sol.

### **ARTICLE 3 - RÉSEAUX DE COLLECTE DES EFFLUENTS**

#### **3.1 - CARACTÉRISTIQUES**

Les réseaux de collecte doivent permettre d'évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées ou produits vers les traitements ou milieu récepteur autorisés à les recevoir.

Les réseaux de collecte des effluents doivent être conçus de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les effluents aqueux ne dégagent pas par mélange, des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux ainsi que dans le milieu récepteur.

#### **3.2 - ISOLEMENT DU SITE**

Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateur de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

### **3.3 - BASSINS DE CONFINEMENT**

Les réseaux d'eaux pluviales susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont raccordés à un bassin de confinement de 600 m<sup>3</sup>, avant rejet dans le réseau communal. La vidange suivra les principes imposés par l'article 2.3 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

### **ARTICLE 4 - PLANS ET SCHÉMAS DE CIRCULATION**

L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'eaux polluées comportant notamment :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire,...)
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

### **ARTICLE 5 - CONDITIONS DE REJET**

#### **5.1 - CARACTÉRISTIQUES DES POINTS DE REJET DANS LE MILIEU RÉCEPTEUR**

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au réseau d'assainissement de type séparatif desservant la zone industrielle.

Les eaux de ruissellement sur les surfaces imperméabilisées sont traitées au moyen de décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel avec un débit de fuite de 1 l/s/ha.

A cette fin, un bassin de rétention correctement dimensionné doit être créé.

Tout rejet direct ou indirect non explicitement mentionné ci-dessus est interdit.

#### **5.2 - AMENAGEMENT DES POINTS DE REJET**

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluants...). Ces points comportent des caractéristiques qui permettent de réaliser des mesures représentatives, d'être aisément accessibles, de permettre des interventions en toute sécurité et d'assurer une bonne diffusion des rejets sans apporter de perturbation au milieu récepteur.

### **ARTICLE 6 - QUALITÉ DES EFFLUENTS REJETÉS**

#### **6.1 - TRAITEMENT DES EFFLUENTS**

Les installations de traitement (ou de prétraitement) des effluents aqueux nécessaires au respect des valeurs limites imposées par le présent arrêté sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, concentration...).

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite et ne constitue pas un moyen de traitement.

## 6.2 - CONDITIONS GÉNÉRALES

Les rejets du site dans le réseau EP doivent respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C
- pH : compris entre 6,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation chimique)
- MES (NFT 90 105) : 100 mg/l
- DCO sur effluent brut non décanté (NFT 90 101) : 300 mg/l
- DBO<sub>5</sub> sur effluent brut non décanté (NFT 90 103) : 100 mg/l
- Hydrocarbures totaux (NFT 90 114) : 5 mg/l

Les eaux usées sont raccordées au réseau d'assainissement E.U. communal.

## 6.3 - REJET DANS UN OUVRAGE COLLECTIF

Le raccordement au réseau d'assainissement collectif se fait en accord avec la collectivité à laquelle appartient le réseau, conformément à une autorisation de raccordement au réseau public (art. L 35.8 du code de la santé publique).

Une convention fixe les caractéristiques des effluents déversés en conformité aux seuils du présent arrêté.

## ARTICLE 7 - PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

### 7.1 - STOCKAGES

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui doit être fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme des déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998.

L'exploitant doit veiller à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respectent les dispositions du présent arrêté.

## 7.2 - ETIQUETAGE - DONNÉES DE SÉCURITÉ

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation.

## **CHAPITRE II : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

### **ARTICLE 1 - GENERALITES**

#### **1.1 - CAPTATION**

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs gênantes doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions pour autant que la technologie disponible et l'implantation des installations le permettent et dans le respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

L'ensemble de ces installations ne doit pas entraîner de risque d'incendie et d'explosion.

#### **1.2 - BRULAGE A L'AIR LIBRE**

Le brûlage à l'air libre est interdit.

### **ARTICLE 2 - TRAITEMENT DES REJETS**

#### **EMISSIONS DIFFUSES**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses sont prises ; à savoir :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc...) et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation.

## **CHAPITRE III : DECHETS**

### **ARTICLE 1 - GENERALITES**

#### **DÉFINITION ET RÈGLES**

L'élimination des déchets comporte les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des éléments et matériaux réutilisables ou de l'énergie, ainsi qu'au dépôt ou au rejet dans le milieu naturel de tous autres produits dans des conditions qui ne soient pas de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, et, d'une façon générale, à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

### **ARTICLE 2 - GESTION DES DÉCHETS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT**

L'exploitant organise le tri, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement.

Cette procédure est écrite, et régulièrement mise à jour.

### **ARTICLE 3 - STOCKAGES SUR LE SITE**

#### **3.1 - QUANTITES**

La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la quantité mensuelle produite (sauf en situation exceptionnelle justifiée par des contraintes extérieures à l'établissement comme les déchets générés en faible quantité (< 5 t/an) ou faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques. En tout état de cause, ce délai ne dépassera pas 1 an.

#### **3.2 - ORGANISATION DES STOCKAGES**

Les déchets ne sont stockés, en vrac dans des bennes, que par catégories de déchets compatibles et sur des aires affectées à cet effet. Toutes les précautions sont prises pour limiter les envols.

### **ARTICLE 4 - ELIMINATION DES DÉCHETS**

#### **4.1 - TRANSPORTS**

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant vérifie lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

#### **4.2 - ELIMINATION DES DÉCHETS BANALS**

Les emballages industriels sont éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

Un tri des déchets tels que le bois, le papier, le carton, le verre, les métaux, ... est effectué en vue de leur valorisation. En cas d'impossibilité, justification est apportée à l'inspection des installations classées.

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, métaux, ...) non valorisables et non souillés par des produits toxiques ou polluants ne sont récupérés ou éliminés que dans des installations autorisées ou déclarées à ce titre.

A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2002, l'exploitant doit être en mesure de justifier le caractère ultime, au sens de l'article L 541.1 du code de l'environnement, des déchets mis en décharge.

#### 4.3 - REGISTRES RELATIFS À L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS

Pour chaque enlèvement les renseignements minimum suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, listings informatiques...) et conservé par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature,
- origine et dénomination du déchet,
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.

## CHAPITRE IV - PREVENTION DES NUISANCES SONORES - VIBRATIONS

### ARTICLE 1 - GÉNÉRALITÉS

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

### ARTICLE 2 - NIVEAUX SONORES EN LIMITES DE PROPRIÉTÉ

Les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible de 7h à 22h sauf dimanche et jours fériés	Emergence admissible de 22h à 7h - Dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) mais inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement).

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, sont les suivants :

EMPLACEMENTS	NIVEAU MAXIMUM en dB(A) ADMISSIBLE en limite de propriété	
	Période diurne	Période nocturne
Limite de propriété	65	55

Lorsque plusieurs installations classées sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement y compris le bruit émis par les véhicules et engins visés au premier alinéa de l'article 3 du présent chapitre, respecte les valeurs limites ci-dessus.

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.



### **ARTICLE 3 - AUTRES SOURCES DE BRUIT**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, sont conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier sont conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **ARTICLE 4 - VIBRATIONS**

Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées par des dispositifs antivibrations efficaces. La gêne éventuelle est évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 86.23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## **CHAPITRE V : PREVENTION DES RISQUES**

### **ARTICLE 1 - GÉNÉRALITÉS**

#### **GESTION DE LA PRÉVENTION DES RISQUES**

L'exploitant conçoit ses installations et organise leur fonctionnement et l'entretien selon des règles destinées à prévenir les incidents et les accidents susceptibles d'avoir, par leur développement, des conséquences dommageables pour l'environnement.

Ces règles, qui ressortent notamment de l'application du présent arrêté, sont établies en référence à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés.

### **ARTICLE 2 - CONCEPTION ET AMÉNAGEMENT DES INFRASTRUCTURES**

#### **2.1 - CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Un gardiennage est assuré en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien.

Le personnel de gardiennage ou de surveillance est familiarisé avec les installations et les risques encourus et reçoit à cet effet une formation spécifique.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Ces aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m
- rayons intérieurs de giration : 11 m
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

#### **2.2 - CONCEPTION DES BÂTIMENTS ET LOCAUX**

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie.

La toiture est réalisée avec des éléments incombustibles. Toutefois, la toiture comporte au moins sur 2 p. 100 de sa surface, des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur).

Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments, des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est égale à au moins 0,5 p. 100 de la surface totale de la toiture.

La commande manuelle des exutoires de fumée et de chaleur doit être facilement manœuvrable depuis le sol, être signalée et être placée près d'une issue de secours.

L'ensemble de ces éléments est localisé en dehors de la zone de quatre mètres de part et d'autre de la paroi coupe-feu séparant chaque bâtiment.

Des amenées d'air d'une surface équivalente à celle des exutoires doivent être prévues.

La partie haute doit comporter des retombées de 0,50 m de hauteur au moins, réalisées en matériaux MO et SF de degré 1/4 h afin de délimiter des cantons de désenfumage dont les caractéristiques dimensionnelles sont au maximum de 1.600 m<sup>2</sup> en superficie et 60 m en longueur.

Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits (effet lentille).

L'entrepôt est divisé en quatre cellules :

Cellule	Surface	Température	Stockage
Zone 1 : AUCHAN produits frais Zone 1 bis : AUCHAN poissons	4.550 m <sup>2</sup>	+ 2 / + 4°C 0 / + 1°C	Masse
Etage : Archives HAYS	2.700 m <sup>2</sup>	ambiante	Racks
Zone 2 : CHAMBOURCY produits frais STD Transport	5.375 m <sup>2</sup>	+ 2 / + 4°C	Masse et racks Masse
Zone 3A : SAMADA fruits et légumes Zone 3B : SAMADA produits frais	3 150 m <sup>2</sup> 2.970 m <sup>2</sup>	+ 8 / + 12°C + 2 / + 4°C	Masse Masse
Zone 4 : SAMADA poissons	751 m <sup>2</sup>	0 / + 1°C	

L'isolement des cellules de stockage doit être assuré par un mur autoporteur coupe-feu de degré 2 heures au moins.

Ce mur doit, soit dépasser d'au moins 1 mètre le niveau supérieur de la couverture, soit être bordé par 2 bandes pare-flammes de degré d'une demi-heure situées de part et d'autre de cette paroi, sur une largeur de 4 mètres.

Il convient de dissocier les structures porteuses de la couverture au droit de ce mur d'isolement.

Les baies de communication aménagées dans les parois coupe-feu doivent être munies de portes coupe-feu de degré une heure dotées de ferme-porte. Si pour des raisons d'exploitation, celles-ci devaient rester un position ouverte, asservir leur fermeture soit à des détecteurs autonomes déclencheurs placés de part et d'autre de chaque baie, soit à une installation de détection sensible aux fumées et gaz de combustion.

La construction du bâtiment comprenant le local contenant le groupe de froid, les bureaux, le local de charge d'accumulateurs, le local d'entretien, les archives, les locaux du personnel (vestiaires) et le local abritant le transformateur électrique doit répondre aux conditions suivantes :

- planchers coupe-feu de degré 2 heures,
- parois entre locaux coupe-feu de degré 2 heures,
- stabilité au feu de degré 2 heures,
- bloc-porte coupe-feu de degré 1 heure pour toute intercommunication directe d'un local à l'autre.

Les locaux à usage de bureaux, le local d'entretien et le local "matériels contenant" doivent être isolés par rapport aux zones de stockage par des parois coupe-feu de degré 2 heures.

Les baies de communication éventuelles doivent être munies de portes coupe-feu de degré une heure dotées de ferme-porte.

La diffusion latérale des gaz chauds est rendue impossible par la mise en place, en partie haute, d'écrans de cantonnement aménagés pour permettre un désenfumage.

Des issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant pour que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de cinquante mètres de l'une d'elles, et vingt-cinq mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Deux issues vers l'extérieur au moins, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage.

Les portes servant d'issues vers l'extérieur sont munies de ferme-porte et s'ouvrent par une manoeuvre simple dans le sens de la sortie.

L'escalier assurant le dégagement du niveau haut de la zone 1 (ex. bâtiment "produits secs") vers la zone 2 (ex. bâtiment "froid") doit être encloisonné dans une cage, construite en matériaux incombustibles présentant une résistance coupe-feu de degré 2 heures au moins. Les blocs-portes aménagés dans les parois de cette cage doivent offrir une résistance au feu de degré 1 heure et doivent être équipés de ferme-porte.

La ventilation de cet escalier doit être assurée par un exutoire de 1 mètre carré au moins, aménagé en partie haute de la cage, dont l'ouverture est rendue possible depuis le rez-de-chaussée par une commande manuelle facilement accessible, signalée et placée près de l'accès à la cage.

Une issue d'une largeur de 0,90 mètre doit être créée à chaque extrémité du quai de chargement Sud de la zone 2 (ex. bâtiment "froid").

Les issues et cheminements qui conduisent aux dégagements doivent être signalés en respectant les dispositions de la norme NF X 08 003.

Dans les dégagements généraux et au-dessus des issues, doit être installé un éclairage de sécurité (blocs autonomes) permettant de gagner facilement l'extérieur en cas de défaillance de l'éclairage normal.

La chaufferie du bâtiment administratif est située dans un local exclusivement réservé à cet effet et isolé par des murs coupe-feu de degré 2 heures.

Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des zones de stockage.

Le stockage est effectué de manière que toutes les issues, escaliers, etc... soient largement dégagés.

Les marchandises entreposées en masse (sac, palette, etc...) forment des blocs limités de la façon suivante :

- surface maximale des blocs au sol : 250 mètres carrés,
- hauteur maximale de stockage : 8 mètres,
- espace entre blocs et parois et entre blocs et éléments de la structure : 0,80 mètre,
- espace entre deux blocs : 1 mètre.

Ces conditions ne sont pas applicables pour le stockage par palettier.

On évitera autant que possible les stockages formant "cheminée".

Lors de la fermeture de l'établissement, les chariots de manutention sont remisés dans des locaux spécifiques.

Les locaux et matériels sont régulièrement nettoyés de manière à éviter des accumulations de poussière.

Les matériels non utilisés tels que palettes, emballages, etc... sont regroupés hors des allées de circulation.

Les canalisations de distribution de fluides doivent être signalées conformément aux dispositions de la norme NF X 08.100.

## **2.3 - INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES - MISE À LA TERRE**

L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément au décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C qui lui sont applicables.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

La mise à la terre est unique, effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre.

Le matériel électrique doit être entretenu en bon état et doit en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement.

Le matériel électrique mis en service à partir du 1er janvier 1981 doit être conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel précité.

## **2.4 - PROTECTION CONTRE LA FOUDRE**

Cet entrepôt sur lequel une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doit être protégé contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

## **ARTICLE 3 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

### **3.1 - EXPLOITATION**

#### **3.1.1. Consignes d'exploitation**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait des conséquences sur la sécurité publique et la santé des populations (phases de démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées,
- les instructions de maintenance et de nettoyage.

### 3.1.2. Produits, stockage

Les marchandises entreposées sont essentiellement des produits alimentaires frais.

### 3.1.3. Vérifications périodiques

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en oeuvre ou entreposés des produits dangereux ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

## 3.2 - SÉCURITÉ

### 3.2.1. Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones à risques,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

### 3.2.2. Organisation en matière de sécurité

L'exploitant met en place un ensemble d'actions préétablies et systématiques pour assurer le bon respect des dispositions du présent arrêté et de celui de ses règles internes de sécurité.

Cette organisation comprend au moins :

- a) pour les équipements importants pour la sécurité, un programme de suivi de la construction, d'entretien et d'essais périodiques,
- b) les modalités d'intervention pour maintenance, vérification ou modification, y compris la qualification nécessaire pour intervenir (personnel de l'entreprise ou sous-traitant),
- c) les consignes de conduite des installations (situation normale, situation dégradée, essais périodiques, travaux exceptionnels,... y compris la qualification des personnes affectées à ces tâches, qu'elles fassent partie de l'entreprise ou non),
- d) l'enregistrement des accidents, incidents ou anomalies de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 ainsi que des mesures correctives associées,
- e) la désignation d'un responsable sécurité et de son suppléant.

## ARTICLE 4 - TRAVAUX

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter.

Ces travaux font l'objet d'un permis de travail (ou permis de feu) délivré par une personne nommément autorisée.

## **ARTICLE 5 - INTERDICTION DE FEUX**

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis de travail.

## **ARTICLE 6 - FORMATION DU PERSONNEL**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en oeuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour contrôler le niveau de connaissance et assurer son maintien.

## **ARTICLE 7 - MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT**

### **7.1 - EQUIPEMENT**

#### **7.1.1. Définition des moyens**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

Les moyens de lutte, conformes aux normes en vigueur, comportent :

- des extincteurs de nature et de capacité appropriées aux risques à défendre, répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles,
- des robinets d'incendie armés prévus conformément aux dispositions des normes NFS 61 201 et NFS 62 115 de manière que tout point puisse être atteint par deux jets de lance.

Les plans et consignes de sécurité contre l'incendie sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 20 mars 1970.

#### **7.1.2. Ressources en eau**

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont munis de raccords normalisés ; ils sont répartis autour de l'établissement.

La défense extérieure contre l'incendie doit être assurée par 4 poteaux d'incendie conformes à la norme NFS 61 213 et piqués directement sans passage par compteur (seul le compteur utilisant l'effet de la vitesse de l'eau sur un organe mobile en rotation est autorisé - cf. norme NFE 17 002) ni "by-pass" sur une canalisation assurant un débit de 5.000 l/minute sous une pression dynamique minimale de 1 bar.

Ces appareils doivent être judicieusement répartis de façon à ce que chacune des entrées principales du bâtiment soit située à moins de 100 mètres d'un appareil par les voies praticables.

Chaque appareil doit être situé en bordure de la voie carrossable, ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci et réceptionné par la direction départementale des services d'incendie et de secours, dès sa mise en place.

Compte tenu de l'importance de moyens hydrauliques demandés, il convient de s'assurer auprès de la Société des Eaux territorialement compétente, que le réseau hydraulique permet d'alimenter le débit préconisé.

## 7.2 - CONSIGNES GÉNÉRALES D'INTERVENTION

Des consignes écrites sont établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

## 7.3 - ACCES DES SECOURS EXTERIEURS

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.

## 7.4 - PLAN D'INTERVENTION DES SECOURS

S'agissant d'un établissement important, à caractère industriel présentant des risques d'incendie non négligeables, l'exploitant doit prendre contact avec l'Officier commandant le PC de secteur de PALAISEAU afin de définir, d'un commun accord, les dispositions à prendre pour l'élaboration d'un plan d'intervention des secours.



## TITRE 4

### DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS

L'ensemble des prescriptions du présent arrêté préfectoral s'impose à l'exploitation ou à l'aménagement des installations visées par les dispositions suivantes :

#### Ateliers de charge d'accumulateurs

1°) L'entrepôt possède 3 locaux de charge indépendants :

- local commun aux cellules 2 et 3 ; puissance de charge = 100 kW
- local 1a de la cellule 1 ; puissance de charge = 25 kW
- local 1b de la cellule 1 ; puissance de charge = 120 kW

2°) Les locaux doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures,
- couvertures incombustibles,
- portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure,
- pour les autres matériaux : classe MO.

3°) Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

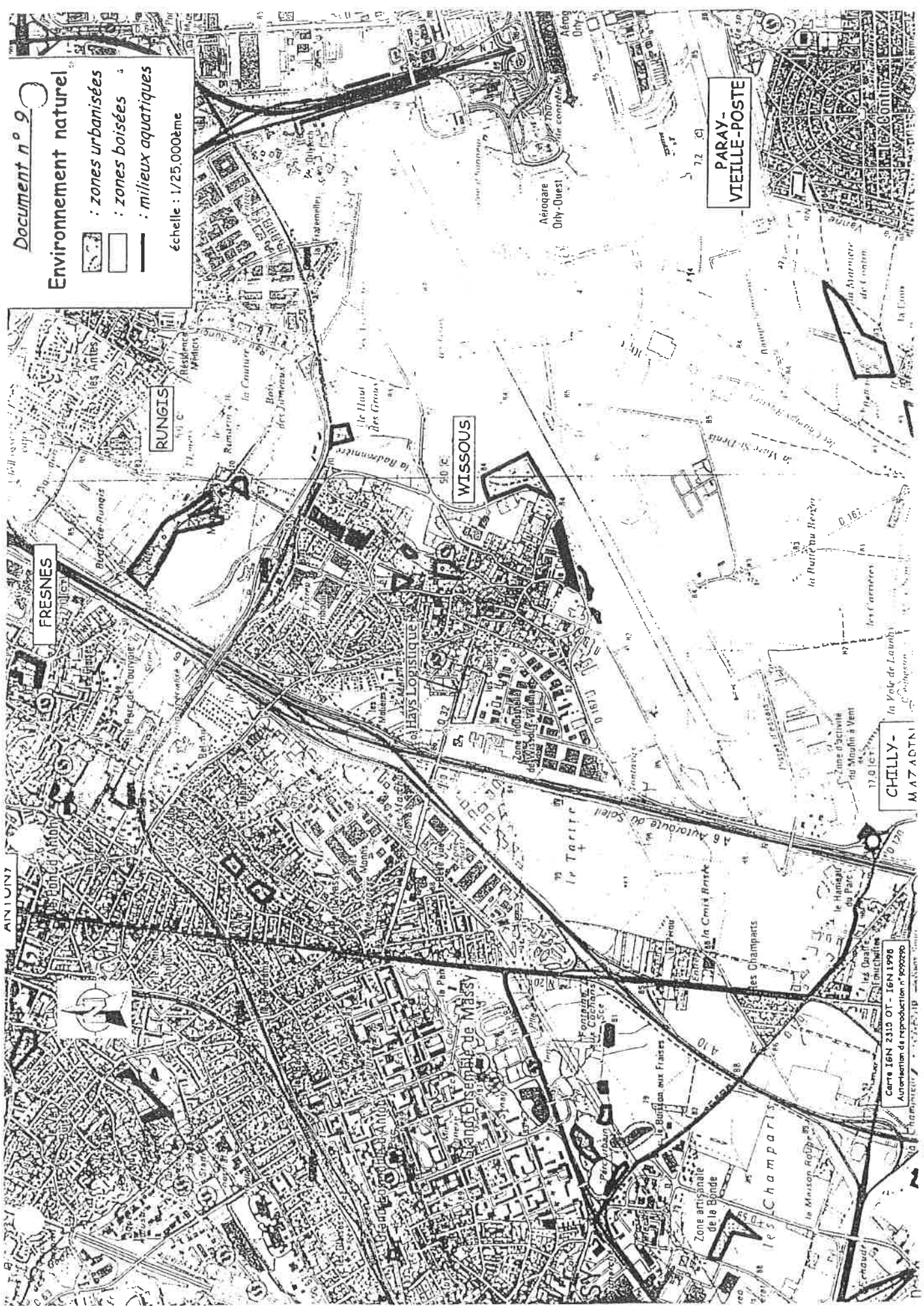
Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

4°) Le sol de chaque local de charge doit être étanche, incombustible et équipé de façon qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident (rupture de récipients, etc...), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.

Environnement naturel

- : zones urbanisées
- : zones boisées
- : milieux aquatiques

échelle : 1/25.000ème



PARAY-VIEILLE-POSTE

RUNGIS

WISSOUS

FRESNES

CHILLY-MAZARD

Carte IGN 2310 OT - IGN 1990  
Autorisation de reproduction n° 890200

## TITRE 5

### **DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

(Article L 514-6 du code de l'Environnement)

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud – 78011 – VERSAILLES Cedex) :

1°/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié.

2°/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 421-8 du Code de l'urbanisme.

## TITRE 6

### Exécution

Le secrétaire général de la préfecture,  
Les sous-préfets de Palaiseau et d'Antony  
Le maire de Wissous,  
Le maire d'Antony,  
Le directeur départemental de la sécurité publique,  
Le directeur départemental de l'équipement,  
Le directeur des services départementaux d'incendie et de secours,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Le directeur départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,  
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
Les inspecteurs des installations classées,  
Le Directeur Régional de l'Environnement d'Ile-de-France,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet,

Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet

Secrétaire Général par intérim

Ssigné : Marc-Etienne PINAULDT



